

## Le concept d'Asie centrale est-il toujours pertinent ? par Bayram Balci

Le concept d'Asie centrale désignait en 1991, selon l'acception la plus répandue, les cinq pays musulmans, turcophones et persanophone issus de l'ex-Union soviétique : le Kazakhstan, le Kirghizstan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan et le Turkménistan. Or vingt-cinq ans après leur accession à l'indépendance, ces Etats ont connu des transformations sociales, économiques et politiques si différentes, voire même contradictoires, qu'il est difficile à l'heure actuelle de parler de l'Asie centrale comme d'une entité unie. L'affirmation de leurs singularités et leur progressive prise de distance les uns par rapport aux autres semble condamner la pertinence du concept régional.

### Les facteurs historiques de l'unité de l'Asie centrale

Il n'y a jamais eu de définition précise ni de délimitation territoriale et politique de ce qu'on appelle de nos jours l'Asie centrale<sup>1</sup>. A la veille de la conquête de la région par les tsars, on parlait de khanats, d'émirats et de Turkestan pour désigner la région. L'expression « Asie centrale » a été imposée par les conquérants et colonisateurs russes à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, sans revêtir alors de sens particulier pour les populations des steppes et des oasis passées sous leur domination, qui se définissaient encore en fonction de leur identité locale ou clanique. Bien qu'exogène, le concept a pourtant fini par s'imposer et la plupart des peuples l'ont adopté, en lui conférant une définition plus ou moins restrictive. Pour certains, l'Asie centrale comprend exclusivement les cinq Républiques postsoviétiques. Pour d'autres, elle s'étend bien au-delà et inclut le nord de l'Afghanistan, la région du Xinjiang ou Turkestan oriental, et certaines parties turciques de la Fédération de Russie. Nous retiendrons ici la définition classique et restrictive des cinq Républiques forgées de toutes pièces par la politique des nationalités de Staline quand celui-ci officiait comme commissaire sous Lénine.

Jusqu'aux indépendances, et encore récemment, elles partageaient nombre de caractéristiques qui justifiaient une analyse globale, telles que la langue, la religion, l'ethnicité, une histoire commune, le legs russe et soviétique, et la nature des régimes politiques. Il faut revenir sur ces similarités pour comprendre les transformations profondes qui ont permis aux nouveaux Etats de se singulariser.

Ils ont tous hérité en 1991 d'élites vieillissantes, formées et idéologiquement formatées par le régime soviétique, qui partageaient les mêmes valeurs et les mêmes principes : un Etat fort, autoritaire, jouant du contrôle, voire de l'oppression<sup>2</sup>. Dirigeants et hiérarques ouzbeks,

---

<sup>1</sup> V. Fourniau, « Qu'est-ce que l'Asie centrale ? », *Outre-Terre*, n° 16, décembre 2006, pp. 15-29 ([www.cairn.info/revue-outre-terre1-2006-3-page-15.htm](http://www.cairn.info/revue-outre-terre1-2006-3-page-15.htm)).

<sup>2</sup> G. Ubiira, *Soviet Nation-Building in Central Asia. The Making of the Kazakh and Uzbek Nations*, Londres, Routledge, 2015.

kazakhs, kirghizes, turkmènes et tadjiks utilisaient le russe, langue officielle de l'ensemble de l'Union soviétique, qui bien qu'imposée par le colonisateur était la langue de communication des peuples d'Asie centrale.

La géographie conférait bien entendu une unité à la région. Avant 1991, les frontières des Républiques n'avaient qu'une fonction administrative et restaient perméables, ouvertes à la libre circulation de tous les citoyens soviétiques. Dans ce vaste espace intégré, l'aménagement du territoire et le tracé des routes et des voies de chemin de fer liaient intrinsèquement les villes et les Etats entre eux.

L'identité supranationale, c'est-à-dire l'appartenance à la grande Union soviétique, servait de facteur intégrateur entre les peuples et a très vite primé sur les anciennes identités ethniques et locales. L'identité nationale, définie par la population majoritaire de chaque République, s'est affirmée plus lentement au cours des décennies. Depuis la fin de l'URSS, c'est elle qui s'est imposée selon une toute nouvelle logique nationale.

En ce qui concerne la religion, l'islam d'Asie centrale était uni et administré avant 1991 par un mufti régional, basé à Tachkent, dont l'autorité était reconnue et respectée par presque tous les musulmans des cinq Républiques.

### **La fin de l'unité de l'Asie centrale**

Le sentiment d'appartenance à une région commune s'est maintenu dans les premières années des indépendances, au cours desquelles les nouveaux Etats se sont reconnus et se sont inscrits dans le concept d'Asie centrale, comme en ont alors témoigné leurs politiques d'ouverture et de coopération vers l'étranger, notamment avec l'Union européenne, les Etats-Unis et les organismes internationaux. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Issues de la même entité politique historique, héritières d'élites et de structures d'Etat similaires, les cinq Républiques ont choisi de suivre des trajectoires singulières dans tous les domaines, si bien que le concept d'Asie centrale a perdu de sa pertinence et de sa valeur heuristique.

Chaque pays a élaboré une politique nationale qui a accusé ses différences avec ses voisins. Le renforcement des frontières et l'introduction de visas ont rendu la circulation des hommes, des biens et des idées beaucoup plus difficile. Simultanément, les volontés politiques visant à affermir les identités ethniques et nationales pour légitimer des frontières héritées et arbitraires, ont participé à la fragmentation du territoire.

L'unité de l'Asie centrale est surtout mise à mal aujourd'hui par la disparité des modes de gouvernement des cinq Républiques. En 1991 elles étaient dirigées par d'anciens apparatchiks, dont certains ont continué ou même continuent de gouverner, comme Noursoultan Nazarbayev au Kazakhstan ou Islam Karimov jusqu'à son décès en septembre 2016 en Ouzbékistan. On constate aujourd'hui que leurs successeurs ont amorcé des changements qui ont engendré des systèmes politiques contrastés. Il n'y a plus grand-chose de commun entre le Kirghizstan, qui a connu deux « révolutions de couleur » en 2005 et en 2010 et dont le régime parlementaire octroie de relatives libertés publiques, et le Turkménistan qui conserve presque toutes les caractéristiques de l'ancien régime soviétique : parti unique, culte de la

personnalité du Président, privation de libertés publiques, oppression de toute forme d'opposition, contrôle absolu des médias. De la même manière, alors que le gouvernement kazakh tolère l'existence d'une certaine dissidence, l'opposition tant séculière et nationaliste qu'islamiste a été obligée de s'exiler ou de s'effacer en Ouzbékistan.

Les divergences sont encore plus fortes entre les cinq pays quand on analyse leur positionnement sur les scènes régionale et internationale.

Vis-à-vis de l'ancienne puissance tutélaire, on note que si le Kirghizstan et le Tadjikistan sont toujours dans le giron de la Russie qui impose sa protection militaire et une dépendance économique, salubre pour l'un comme pour l'autre, d'autres pays en sont quasiment émancipés. Au Turkménistan, la langue russe a presque complètement disparu et la neutralité, érigée en principe supérieur, interdit toute influence de nature militaire, économique ou énergétique. Quant à l'Ouzbékistan, il affiche une politique de non alignement en naviguant entre les aspirations et intérêts contradictoires et concurrentiels de la Russie, de la Chine et de l'Occident. De manière générale, l'Asie centrale n'est plus l'arrière-cour de la Russie, même si cette dernière reste un acteur régional majeur sur tout l'espace postsoviétique.

Vis-à-vis des projets d'intégration régionale qui ont vu le jour depuis la fin de l'URSS, on note que l'Union économique eurasiennne, la grande idée géopolitique chère à Vladimir Poutine, est loin de faire l'unanimité. La disparité des intérêts de chaque Etat ne favorise pas l'avancée de ce projet sur le front centrasiatique<sup>3</sup>. Que Poutine cherche ou non à ressusciter par ce biais l'ancienne Union soviétique, comme d'aucuns le lui reprochent, toujours est-il que Moscou ambitionne de créer un nouveau bloc politique et géopolitique centré sur la Russie pour faire obstacle à l'Union européenne et aux Etats-Unis dont il concurrence l'hégémonie sur la scène internationale<sup>4</sup>. Et la montée en puissance de la Russie passe forcément par la reconquête de son « étranger proche », anciennement soviétique : toute l'Asie centrale devrait adhérer au projet d'Union eurasiennne pour satisfaire ses objectifs. Or si le Kazakhstan en est membre fondateur avec la Russie et la Biélorussie, son appréhension de l'UEE\* est totalement différente de celle de Moscou. L'objectif géostratégique des Russes est de copier l'Union européenne pour mieux résister à sa prééminence et à celle des Américains, et de se renforcer. Celui des Kazakhs, induit par la géographie régionale, vise uniquement à consolider le poids économique et donc politique du pays sur la scène internationale. Pour l'heure, seul le Kirghizstan a accepté de rejoindre l'Union eurasiennne. Le Tadjikistan est supposé y adhérer dans les années à venir sans que rien ne soit encore acté ni garanti. Le Turkménistan, dont la participation n'aurait que peu d'incidence, s'y refuse catégoriquement. Mais surtout, l'Ouzbékistan, le pays le plus important de l'Asie centrale d'un point de vue géostratégique, refuse d'en entendre parler. Les autorités ouzbeks ont déclaré à plusieurs reprises qu'elles n'adhéreraient jamais à aucun projet qui ressemble

---

<sup>3</sup> S. E. Cornell, S. F. Starr (dir.), « Putin's grand strategy : The Eurasian Union and its discontents », Central Asia-Caucasus Institute & Silk Road Studies, 2014 (<http://isdpr.eu/content/uploads/2015/03/2014-starr-cornell-putins-grand-strategy-the-eurasian-union-and-its-discontents-1.pdf>).

<sup>4</sup> N. Popescu, « Eurasian Union : The real, the imaginary and the likely », *Chaillot Paper*, n° 132, septembre 2014 ([http://www.iss.europa.eu/uploads/media/CP\\_132.pdf](http://www.iss.europa.eu/uploads/media/CP_132.pdf)).

de près ou de loin à la défunte Union soviétique. Le blocage du dossier montre bien que l'Asie centrale n'est pas prête à parler d'une seule voix.

Dans la sphère spirituelle et religieuse, les bouleversements sont tout aussi profonds et variés. Dès avant l'arrivée des Russes en Asie centrale au XIX<sup>e</sup> siècle, un clivage important séparait l'islam nomade, prédominant chez les Kirghizes et les Kazakhs, de l'islam des sédentaires, majoritaire chez les Ouzbeks et les Tadjiks. Cette dichotomie a perdu de son importance par les effets combinés de la modernisation et de l'urbanisation de toutes les sociétés d'Asie centrale après un siècle et demi de domination russe et soviétique. En 1991, les musulmans d'Asie centrale, sunnites à 95 % et presque exclusivement de rite hanafite, étaient administrés, on l'a vu, par une même autorité spirituelle basée à Tachkent. Or l'indépendance et l'exigence de légitimer les nouveaux Etats nations dans leurs frontières inchangées, ont forcé les élites au pouvoir à prendre leurs distances les uns par rapport aux autres, y compris en matière religieuse, l'islam étant un marqueur identitaire et culturel fort. Le Kazakhstan et le Kirghizstan ont adopté une approche libérale, laissant une marge au développement d'un islam indépendant de l'Etat, tandis que l'Ouzbékistan et le Tadjikistan, au nom de la lutte contre les islams dissidents, radicaux et dangereux, ont dans une certaine mesure établi une religion officielle. Ils ont imposé à leurs populations un modèle dit traditionnel, national et conforme à l'identité nouvellement définie du pays. Ces logiques nationales ont éclaté l'islam centrasiatique, et ont en quelque sorte nationalisé la pratique islamique dans chaque pays.

Outre cette segmentation ou fracturation de l'islam centrasiatique en une multitude d'interprétations fondées sur des valeurs nationales, on observe un processus similaire à l'œuvre en ce qui concerne l'identité ethnique et culturelle. A l'exclusion du Tadjikistan, persanophone, les Etats d'Asie centrale appartiennent à la sphère culturelle et linguistique de la turcité et de la turcophonie. Il n'est plus question, comme par le passé, de joindre ses forces et de promouvoir un panturquisme, mais au contraire de chercher par tous les moyens à se distinguer du voisin pour affirmer sa singularité et sa souveraineté. Depuis les indépendances, les régimes souscrivent à des politiques de différenciation qui gommant les traits communs à leurs identités de turcs et de turcophones. Chaque jour, ils renforcent et ferment un peu plus les frontières pour empêcher la diffusion des idées et des affinités. Au lieu de souligner et de faire bon usage de leur héritage commun, ils s'emploient à renforcer les limites identitaires des nouvelles nations en veillant à ce qu'elles se distinguent le plus possible des voisines. Les langues vernaculaires d'Asie centrale ne sont pas épargnées. La réforme des alphabets que la plupart des Etats ont entreprise, ou sont en train d'adopter, visent à fixer les différences : afin de prendre leurs distances avec l'héritage russe ou soviétique, synonyme de colonisation et d'asservissement, l'Ouzbékistan et le Turkménistan se sont débarrassés de l'alphabet cyrillique pour élire un alphabet latin modifié, et le Kazakhstan prépare une réforme similaire. Les linguistes de ces pays veillent à ce que le nouvel alphabet soit spécifique et différent de celui du voisin, alors qu'un alphabet commun aurait à terme facilité la communication et la coopération entre des peuples et des Etats que l'histoire et la géographie condamnent à se fréquenter. Au contraire, les choix politiques actés ont été ceux de la différence, du repli sur soi, du nationalisme, du morcellement d'un ensemble géographique, culturel et humain qui aurait pu puiser une force inédite dans l'intégration régionale.

## Conclusion

Ce processus multidimensionnel et centrifuge entamé dès la fin de l'Union soviétique et propre à chaque pays de la zone a eu raison du concept régional d'Asie centrale. Plus le temps passe, plus cette notion devient floue et imprécise. Les successions politiques vont voir l'avènement de nouveaux hommes forts, formés dans différents pays, à différentes écoles. Une fois au pouvoir, ils poursuivront la construction nationale de leur pays, en négatif du voisin, et y ajouteront leurs propres différences, leurs visions et intérêts divergents. Le Kazakhstan par exemple, parce qu'il en a les moyens, mise beaucoup sur la formation de nouvelles élites en Occident, tandis que l'Ouzbékistan et le Turkménistan s'obstinent dans une logique de repli sclérosant.

Cette différenciation va se poursuivre aussi en fonction des contraintes et des pressions géopolitiques subies par chacun. Le Kazakhstan, du fait de son voisinage et de sa forte minorité russe, sera toujours lié à la Russie, dont la pression pèse moins sur les autres pays, notamment sur l'Ouzbékistan.

Le processus de désintégration de l'Asie centrale, s'il s'explique politiquement et historiquement, ne devrait pas résister au rouleau compresseur et à la rationalité économique de la mondialisation. Les contraintes géographiques et économiques qui pèsent sur les cinq Républiques devraient forcer leur concertation pour une meilleure utilisation des ressources naturelles. Or cette nécessaire et salutaire convergence n'interviendra que lorsque chaque Etat aura solidement construit son identité et consolidé sa souveraineté nationale, pour être capable de tenir sa position sur la scène régionale. La prise de conscience par les futures élites des bienfaits de l'ouverture et de la coopération, et du caractère néfaste du repli, déterminera également l'avenir de ces cinq Etats.